



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N° 54 – 8 octobre 2015**

## SOMMAIRE

### FC\_Directions Régionales de l'Etat

#### ARS

**Arrêté n°2015-273-386 du 30 septembre 2015** portant transformation du Centre Hospitalier de Lons le Saunier en Centre Hospitalier Intercommunal par fusion des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod - Orgelet - Saint-Julien

#### DIRECCTE

**Arrêté n°2015-275-360 du 2 octobre 2015** portant délégation de signature du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté dans le cadre des attributions et compétences générales en matière de compétences propres

**Arrêté n°2015-275-361 du 2 octobre 2015** portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) sur compétences du préfet de Région

**Arrêté n°2015-275-362 du 2 octobre 2015** portant subdélégation de signature du DIRECCTE dans le cadre de ses attributions de responsable délégué de budgets opérationnels de programme et d'unité opérationnelle

**Décision n°2015-275-385 du 2 octobre 2015** portant création d'un réseau compétent en matière de prévention des risques particuliers liés à l'amiante

#### DRAC

**Arrêté n°2015-224-380 du 12 août 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Jeunesses Musicales de France en Franche-Comté

**Arrêté n°2015-258-363 du 15 septembre 2015** portant attribution de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : EURL Al'Aire Spectacle

**Arrêté n°2015-258-364 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Les rois vagabonds

**Arrêté n°2015-258-365 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Atelier Lyrique de Franche-Comté

**Arrêté n°2015-258-367 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Office du tourisme du Val de Pesmes

**Arrêté n°2015-258-368 du 15 septembre 2015** portant attribution de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Cœur de bœuf

**Arrêté n°2015-258-369 du 15 septembre 2015** portant attribution de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association L'InStand'Art

**Arrêté n°2015-258-370 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : SARL LORELEI Production

**Arrêté n°2015-258-371 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Les clown de la chiffogne

**Arrêté n°2015-258-372 du 15 septembre 2015** portant attribution de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Pocket théâtre

**Arrêté n°2015-258-373 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Koala Production

**Arrêté n°2015-258-374 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Théâtre des Valises

**Arrêté n°2015-258-375 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : EPCC Les deux scènes

**Arrêté n°2015-258-376 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Théâtre de la Petite Montagne

**Arrêté n°2015-258-377 du 15 septembre 2015** portant attribution de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Ligue Universitaire d'Improvisation de Franche-Comté

**Arrêté n°2015-258-379 du 15 septembre 2015** portant attribution de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Compagnie Super Super

**Arrêté n°2015-258-383 du 15 septembre 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Ensemble vocal Arcanes

**Arrêté n°2015-258-384 du 15 septembre 2015** portant retrait de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Embarquez

**Arrêté n°2015-259-378 du 16 septembre 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Théâtre du Pilier

**Arrêté n°2015-261-366 du 18 septembre 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : SARL Au Mastroquet

**Arrêté n°2015-264-382 du 21 septembre 2015** portant renouvellement de licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants : Association de la Brasserie Alternative de Planoise et de l'Espace

**Arrêté n°2015-274-381 du 1er octobre 2015** portant attribution de licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants : Association Gent Va Léger

## **DREAL**

**Arrêté n°2015-275-359 du 2 octobre 2015** portant modification d'agrément pour l'AFTRAL

**Arrêté n°2015-278-387 du 5 octobre 2015** portant agrément de la commune de Dole au bénéfice du dispositif prévu à l'article 199 NOVOVICIES du Code Général des Impôts

## **SGAR**

**Arrêté préfectoral n°2015-279-358 du 6 octobre 2015** portant révision de la dotation globale de financement 2015 en faveur du Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) du Territoire de Belfort géré par ADOMA

ARS

N° 2015.273.386

**Arrêté n° 2015.289 du 30 septembre 2015  
portant transformation du Centre Hospitalier de  
Lons le Saunier en Centre Hospitalier  
Intercommunal par fusion des Centres Hospitaliers  
de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre  
Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet –  
Saint-Julien**

**Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Franche-Comté,**

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 5126-7, L. 6122-1, L.6141-1, L. 6143-1, L. 6141-7-1 et L. 6143-5, R. 6141-11, R. 6141-13, R. 6144-1, R. 6144-40 et R. 6144-49 ;

VU le code du travail, notamment ses articles L 4612-1, L 4612-8 et R 4615-1 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Marc TOURANCHEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé de Franche-Comté, par intérim ;

VU la décision de l'ARS n°2015-01 du 1<sup>er</sup> janvier 2015 portant délégation de signature ;

VU la charte d'engagement des établissements de la Communauté hospitalière de territoire Jura Sud dans la modernisation de l'offre de santé du bassin de vie signée le 18 septembre 2015 précisant les modalités et le calendrier de conduite des transformations de l'offre ;

VU les comptes-rendus des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien, respectivement les 27 mai 2015, 29 mai 2015 et 26 mai 2015 ;

VU les comptes-rendus des comités techniques d'établissement des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien, respectivement les 27 mai 2015, 28 mai 2015 et 26 mai 2015 ;

VU les avis émis par les commissions des soins infirmiers, rééducation et médico-techniques (CSIRMT) des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien, consultés respectivement les 21 mai 2015, 22 mai 2015 et 12 mai 2015 ;

VU les avis émis par les commissions médicales d'établissement (CME) des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien, consultés respectivement les 28 mai 2015, 28 mai 2015 et 27 mai 2015 ;

VU la délibération n° 2015/01 du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Lons le Saunier en date du 29 mai 2015 donnant un avis favorable à la transformation du Centre Hospitalier de Lons le Saunier en Centre Hospitalier Jura Sud par fusion des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien ;

VU la délibération n° 2015/07 du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Champagnole en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 donnant un avis favorable à la transformation du Centre Hospitalier de Lons le Saunier en Centre Hospitalier Jura Sud par fusion des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien ;

VU la délibération n° 2015/04 du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien en date du 2 juin 2015 donnant un avis défavorable à la transformation du Centre Hospitalier de Lons le Saunier en Centre Hospitalier Jura Sud par fusion des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien ;

VU la délibération en date du 13 avril 2015 du conseil municipal de la ville de Lons le Saunier, siège du Centre Hospitalier Jura Sud, donnant un avis favorable à la transformation du Centre Hospitalier de Lons le Saunier en Centre Hospitalier Jura Sud par fusion des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le Centre Hospitalier de Lons le Saunier est transformé, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2016, en un Centre Hospitalier Intercommunal, par fusion des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien.  
Il sera désormais dénommé Centre Hospitalier Jura Sud.

### **Article 2**

Le siège social de l'établissement est établi au 55, rue du Dr Jean Michel - 39016 LONS-LE-SAUNIER Cedex.

### **Article 3**

Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Jura Sud sera constitué et la liste des membres arrêtée par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé au plus tard le 31 mars 2016, au vu des résultats des élections professionnelles et des désignations devant intervenir selon la procédure décrite par le code de la santé publique.

Le mandat des membres des conseils de surveillance des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien cessera à la date d'installation du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Jura Sud. Ces instances pourront être consultées pendant cette période transitoire.

### **Article 4**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Lons le Saunier assurera la direction du Centre Hospitalier Jura Sud.

Le Président de la commission médicale d'établissement du Centre Hospitalier de Lons le Saunier assurera la présidence de la commission médicale d'établissement du Centre Hospitalier Jura Sud jusqu'à la désignation d'un Président par la commission médicale d'établissement du Centre Hospitalier Jura Sud.

A défaut de président de commission médicale d'établissement en exercice, cette fonction sera exercée par le Vice Président de la commission médicale d'établissement du Centre Hospitalier de Lons le Saunier.

#### **Article 5**

Le comptable de l'établissement sera désigné par le Directeur Départemental des Finances Publiques du Jura au plus tard le 31 décembre 2015.

#### **Article 6**

Les autorisations, prévues aux articles L. 5126-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique, détenues par les Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et le Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien seront transférées en l'état, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, au bénéfice du Centre Hospitalier Jura Sud.

Ces transferts d'autorisation sont sans influence sur les durées d'autorisation en cours, qui restent régies par les décisions dont elles sont issues.

La liste des budgets annexes du Centre Hospitalier Intercommunal est jointe en annexe.

#### **Article 7**

Les droits et obligations des Centres Hospitaliers de Champagnole, de Lons le Saunier et du Centre Hospitalier Intercommunal d'Arinthod – Orgelet – Saint-Julien seront transférés au Centre Hospitalier Jura Sud à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le patrimoine de chaque établissement, ainsi que les dons et legs acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2016 seront affectés dans leur intégralité au Centre Hospitalier Jura Sud, lequel reprend à son compte toutes les opérations de recettes et de dépenses des établissements fusionnés ainsi que tous leurs engagements juridiques et financiers.

#### **Article 8**

Un recours contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision.

#### **Article 9**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région de Franche-Comté.

#### **Article 10**

Le Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé de Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet de l'ARS, <http://www.ars.franche-comte.sante.fr> à la rubrique « Etudes et publications ».

A Besançon, le  
Le Directeur Général par intérim,



Jean-Marc TOURANCHEAU



BUDGETS/FINESS AU 1er JANVIER 2016			ANCIENS BUDGETS/FINESS					
ETABLISSEMENT	TYPE DE BUDGET	N° FINESS JURIDIQUE (EJ)	N° FINESS ETABLISSEMENT (ET)	N° FINESS GEOGRAPHIQUE	BUDGETS ANNEXES	N° FINESS JURIDIQUE (EJ)	N° FINESS ETABLISSEMENT (ET)	N° FINESS GEOGRAPHIQUE
CHI Jura Sud	Budget Général H	390780146	390000040	390000040	CH LONS-LE-SAUNIER Budget général CH CHAMPAGNOLE Budget général CHI ORGELET Budget général	390780146 390780591 390781177	390000040 390000214 390006161	390000040 390000214 390006161
	1 EHPAD	390780146	390782605	390782605	EHPAD du CH LONS-LE-SAUNIER EHPAD du CH CHAMPAGNOLE EHPAD du CHI site D'ORGELET EHPAD du CHI site D'ARINTHOD EHPAD du CHI site DE SAINT-JULIEN	390780146 390780591 390781177 390781177 390781177	390782605 390783959 390784080 390780203 390781151	390782605 390783959 390784080 390780203 390781151
	1 USLD	390780146	390785533	390785533	USLD CH LONS-LE-SAUNIER USLD DU CH CHAMPAGNOLE ECOLE DAIDES - SOIGNANTS CHAMPAGNOLE	390780146 390780591 390780591	390785533 390786572 390004059	390785533 390786572 390004059
	1 DNA	390780146	390004059	390004059	DNA CHAMPAGNOLE DNA ORGELET	390780591		390004059

**DIRECCTE**



PREFECTURE DE LA REGION FRANCHE-COMTE,  
PREFECTURE DU DOUBS

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE FRANCHE-COMTE

ARRETE N° 01/15-8

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE DU DIRECTEUR REGIONAL  
DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE  
L'EMPLOI DE FRANCHE-COMTE DANS LE CADRE DES ATTRIBUTIONS  
ET COMPETENCES GENERALES EN MATIERE DE COMPETENCES PROPRES

Vu l'article 18 de la loi n° 2013-504 sur la sécurisation de l'emploi,

Vu le décret n° 2013-554 du 27 juin 2013 relatif à la procédure de licenciement pour motif économique,

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie,

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu le décret du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT, préfet de la région Franche-Comté, préfet du Doubs,

Vu l'arrêté interministériel du 27 mars 2012 portant nomination de Monsieur Jean RIBEIL sur l'emploi de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté à compter du 15 avril 2012,

Vu l'arrêté portant localisation et délimitation des Unités de Contrôle et des sections d'Inspection du Travail pour la Région Franche-Comté n° 2014240-0001 du 26 août 2014,

Vu le code du travail ;

ARRETE :

**Article 1** : délégation de signature est donnée à :

- Agnès GONIN , secrétaire général et par empêchement à Daniel GONY,
- Pascal FORNAGE, responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » et par empêchement à Jacques MALIVERNEY, Séverine MERCIER,
- Christian JEANTELET, responsable du pôle « politique du travail » et par empêchement à Emmanuel GIROD,
- René THIRION, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie », et par empêchement à Maryvonne REYNAUD,
- Lionel DURAND, responsable de la mission synthèse,

- Sandrine PARAZ, responsable de l'Unité Territoriale du Doubs et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,
- Elisabeth GIBERT, responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône et par empêchement à Laurent DUDNIK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Jean-Claude VERSTRAET, responsable de l'unité territoriale du Jura et par empêchement à Malika BENAIED, Brigitte CONTE et François PETITMAIRE,
- Alain VEDY, responsable de l'unité territoriale du territoire de Belfort et par empêchement à Nicolas LARDIER et Sylvie GIRARDOT,

à l'effet de signer, dans son domaine de compétence et suivant les notes d'organisation de service, dans le domaine de la vie des services l'ensemble des actes, arrêtés, décisions et correspondances relevant des attributions et compétences du directeur de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté.

Demeurent réservées à la signature de M. Jean RIBEIL, les notes à caractère général portant sur l'organisation de la direction, les décisions relatives à l'affectation des agents, les propositions de promotion, les arbitrages relatifs à la rémunération des personnels et aux réductions d'ancienneté, ainsi que les sanctions administratives.

**Article 2** : délégation de signature est donnée à :

- Pascal FORNAGE, responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » et par empêchement à Jacques MALIVERNEY, Patrice DU BOULET, Aimery LEHMANN, Séverine MERCIER et Khar SIDIBE,

à l'effet de signer les courriers, actes et décisions relatifs aux sujets suivants :

- services compétitivité, innovation, international et développement économique local (BOP 134)
- liées aux actions de contrôle de la formation professionnelle (BOP 103)
- de traitement des recours liés aux contrats de professionnalisation (BOP 103)
- actions concourant à l'accès et retour à l'emploi des publics cibles du S.P.E (BOP 102)

**Article 3** : délégation de signature est donnée dans leur champ géographique de compétence à :

- Sandrine PARAZ, responsable de l'Unité Territoriale du Doubs et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,
- Elisabeth GIBERT, responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône et par empêchement à Laurent DUDNIK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Jean-Claude VERSTRAET, responsable de l'unité territoriale du Jura et par empêchement à Malika BENAIED, Brigitte CONTE et François PETITMAIRE,
- Alain VEDY, responsable de l'unité territoriale du territoire de Belfort et par empêchement à Nicolas LARDIER et Sylvie GIRARDOT,

à l'effet de signer les courriers, actes et décisions relatifs aux sujets suivants :

Sur le programme 103 :

- aides aux actions de reclassement et de reconversion industrielle,
- enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public,

- désignation des membres de jury, session de VAE et de délivrance des titres du ministère,
- décisions en matière d'exonérations zone de revitalisation rurale, zone de revitalisation urbaine et zone franche urbaine.

**Article 4** : délégation de signature est donnée à Christian JEANTELET, responsable du pôle « politique du travail » et par empêchement à Emmanuel GIROD, à l'effet de signer les courriers, actes et décisions relatifs aux sujets suivants :

- recours contre les décisions de délivrance d'agrément, de changement de convention collective et de retrait d'agrément relatifs aux groupements d'employeurs n'entrant pas dans le champ d'application d'une même convention collective,
- avis au Préfet de région en ce qui concerne les nominations à la commission régionale de conciliation,
- propositions au Préfet de région de saisie de la section régionale de la commission régionale de conciliation,
- réclamations relatives aux refus d'admission à un stage de formation de coordonnateur du bâtiment en matière de sécurité et protection de la santé,
- traitement des recours sur mises en demeure résultant d'une infraction à l'obligation générale de santé et de sécurité,
- recours contestant la nature, l'importance ou le délai imposé par un inspecteur du travail par voie de mise en demeure en matière de demande d'analyse de produit,
- avis au tribunal sur le plan de réalisation des mesures propres à rétablir des conditions normales de santé et de sécurité au travail suite à survenue d'un accident du travail dans une entreprise où ont été relevés des manquements graves ou répétés aux règles de santé et sécurité au travail,
- dispense à un maître d'ouvrage d'une partie des obligations en matière d'incendies, d'explosions et d'évacuation dans le cas de réaménagement de locaux ou bâtiments existants, sur propositions de mesures compensatoires assurant un niveau de sécurité jugé équivalent,
- dispense temporaire ou permanente à un établissement d'une partie des prescriptions en matière d'incendies, d'explosions et d'évacuation sur propositions de mesures compensatoires assurant un niveau de sécurité jugé équivalent, lorsqu'il est reconnu qu'il est pratiquement impossible d'appliquer l'une de ces prescriptions,
- défense des contentieux formés contre les décisions relevant de l'inspection du travail,
- négociation collective dans le secteur agricole et suivi des commissions mixtes agricoles.

**Article 5** : délégation de signature est donnée sur leur champ géographique de compétence à :

- Sandrine PARAZ, responsable de l'Unité Territoriale du Doubs et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,
- Elisabeth GIBERT, responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône et par empêchement à Laurent DUDNIK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Jean-Claude VERSTRAET, responsable de l'unité territoriale du Jura et par empêchement à Malika BENAIED, Brigitte CONTE et François PETITMAIRE,
- Alain VEDY, responsable de l'unité territoriale du territoire de Belfort et par empêchement à Nicolas LARDIER et Sylvie GIRARDOT,

à l'effet de signer les courriers, actes et décisions relatifs aux sujets suivants :

- en matière d'égalité professionnelle, opposition au plan pour l'égalité professionnelle,
- en matière de conseil de Prud'hommes, avis au Préfet sur la liste et la circonscription des bureaux de vote,
- en matière de conseillers des salariés,
- en matière de rupture de contrat de travail à durée déterminée et contrat de travail temporaire, dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de travail avec une entreprise de travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux,
- en matière de groupement d'employeurs, délivrance des récépissés de déclaration et opposition à l'exercice de groupement d'employeurs n'entrant pas dans le champ d'une même convention collective ; décision d'agrément ou de refus d'agrément d'un groupement d'employeurs ; retrait de l'agrément ; demande d'adhérer à une autre convention collective,
- en matière d'exercice du droit syndical, décision de mettre fin au mandat de délégué syndical ; conditions de communication des comptes des syndicats professionnels d'employeurs et de salariés,
- en matière de dépôt des conventions et accords collectifs et de dépôt des procès-verbaux de désaccord dans le cadre de la négociation obligatoire,
- en matière de délégués du personnel, décision imposant l'élection de délégués de site et, en l'absence d'accord, décision fixant les modalités électorales ; décision de répartition du personnel dans les collèges électoraux et de répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel ; reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte de la qualité d'établissement distinct,
- en matière de Comité d'entreprise, décision accordant la suppression du comité d'entreprise ; reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte d'établissement distinct ; surveillance de la dévolution des biens ; répartition du personnel dans les collèges électoraux et répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel,
- en matière de Comité central d'entreprise, décision pour la détermination du nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements et catégories de personnel,
- en matière de comité de groupe, décision de répartition des sièges entre élus du ou des collèges électoraux ; désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions,
- en matière d'élection de la délégation unique du personnel, répartition du personnel et des sièges en l'absence d'accord,
- en matière de Comité d'entreprise européen, décision accordant la suppression du comité d'entreprise européen,
- en matière de Comité interentreprises de santé et de sécurité au travail, présidence du Comité dans le cas de la prescription d'un plan de prévention des risques technologiques,
- en matière de durée du travail, dérogation à la durée maximale hebdomadaire de 48 heures ; dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne de 44 heures calculée sur 12 semaines consécutives ; dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne en agriculture suite à demande collective adressée par une organisation patronale ; dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue en agriculture,
- en matière d'aménagement du temps de travail, décision de suspension pour des établissements déterminés, de la faculté de récupération des heures perdues suite à interruption collective de travail en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession,
- en matière de congés payés, désignation des membres des commissions instituées auprès des caisses de congés payés du BTP,
- en matière de rémunération mensuelle minimale, proposition au Préfet de versement direct aux salariés de la part de l'Etat,
- en matière d'accords d'intéressement ou de participation, accusé de réception de dépôts des accords d'intéressement, des accords de participation, des plans d'épargne salariale et de leurs règlements ; demande de retrait ou de modification de dispositions illégales,

- en matière de prévention des risques liés à certaines opérations, dérogations aux règles d'accès au chantier ou de raccordement à un réseau d'eau potable et d'électricité ; approbation de l'étude de sécurité pour les chantiers de dépollution pyrotechnique ; avis sur le plan de réalisation de mesures de sécurité demandé par une juridiction suite à accident du travail,
- en matière de formation en sécurité et protection de la santé des coordonnateurs du bâtiment,
- en matière de contrôle technique destiné à vérifier le respect des valeurs limites d'exposition professionnelle aux agents chimiques,
- en matière de mise en demeure lorsque la situation dangereuse créant un risque professionnel trouve son origine dans les conditions d'organisation du travail ou d'aménagement du poste de travail, dans l'état des surfaces de circulation, dans l'état de propreté et d'ordre des lieux de travail, dans le stockage des matériaux et produits de fabrication,
- en matière de suites réservées aux observations de l'inspection du travail dans les établissements de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics administratifs, à l'exception de la saisine du Ministre en cas de désaccord avec le directeur de l'établissement,
- en matière d'ICPE, avis au Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée,
- en matière de contrats de génération, contrôle de conformité des accords et plans d'action ; mise en demeure en cas d'absence d'accord ou de plan, ou de non-conformité de l'accord ou du plan ; mise en demeure en cas de défaut de transmission ou de transmission incomplète du document annuel d'évaluation,
- en matière de handicap, proposition de désignation de représentants à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ; attribution de la prime à l'embauche d'un handicapé en contrat d'apprentissage ; avis sur l'accessibilité et aménagements de postes de travail des travailleurs handicapés,
- en matière d'indemnisation des travailleurs involontairement privés d'emploi, détermination des périodes ne donnant pas lieu à indemnisation des heures perdues pour intempéries du fait de l'arrêt habituel de l'activité d'une entreprise de BTP ; détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants,
- en matière d'apprentissage, décision de suspension du contrat d'apprentissage avec maintien de rémunération en cas de risque sérieux d'atteinte à la santé ou à l'intégrité physique ou morale d'un apprenti ; décision d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise du contrat ; interdiction pour une durée déterminée de recrutement de nouveaux apprentis ou de jeunes en contrats d'insertion en alternance,
- en matière de formation professionnelle, décision de retrait du bénéfice de l'exonération de cotisations sociales liée au contrat de professionnalisation ; désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires ; délivrance du titre professionnel, des certificats de compétence et complémentaires,
- en matière d'emploi des enfants dans le spectacle, la publicité et la mode, instruction des demandes d'autorisation individuelles d'embauche d'un enfant de moins de 16 ans,
- en matière de travail à domicile, demande de vérification de la comptabilité du donneur d'ouvrage ; avis au Préfet sur la composition de la commission départementale compétente pour donner un avis sur les temps d'exécution,
- en matière de contribution pour l'emploi d'étranger sans titre de travail, engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de solidarité financière du donneur d'ordre.
- en matière d'homologation des ruptures conventionnelles

**Article 6** : délégation permanente de signature est donnée à :

- Sandrine PARAZ, responsable de l'Unité Territoriale du Doubs et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,

- Elisabeth GIBERT, responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône et par empêchement à Laurent DUDNIK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Jean-Claude VERSTRAET, responsable de l'unité territoriale du Jura et par empêchement à Malika BENAIED, Brigitte CONTE et François PETITMAIRE,
- Alain VEDY, responsable de l'unité territoriale du territoire de Belfort et par empêchement à Nicolas LARDIER et Sylvie GIRARDOT,

à l'effet de signer au nom de Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté, les actes limitativement mentionnés ci-dessous :

I – Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, lorsqu'un projet de licenciement concerne 10 salariés ou plus dans une même période de 30 jours :

- accusé de réception du projet de licenciement prévu à l'article L.1233-46 du code du travail,
- injonction à l'employeur de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif dans les conditions prévues à l'article L.1233-57-5 du code du travail,
- formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales dans les conditions prévues à l'article L.1233-57 et L.1233-57-6 du code du travail,
- décisions des contestations relatives à l'expertise prévue à l'article L.4614-12-1 du code du travail,
- accusé de réception du dossier complet de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord prévu à l'article L.1233-58-6 du code du travail,
- en cas d'accord collectif, signature de l'homologation.

II – Dans les entreprises non soumises à un PSE, formulation d'observations sur les mesures sociales, conformément à l'article L.1233-58-6 du code du travail.

**Article 7 :** Délégation de signature est donnée à René THIRION, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » et par empêchement à Maryvonne REYNAUD, sur les domaines de compétence propres du DIRECCTE sur ce champ.

**Article 8 :** Sauf empêchement, sont exceptées des délégations ci-dessus :

- les correspondances et décisions administratives adressées au président de la République, au Premier ministre et ministres, aux parlementaires, aux conseillers régionaux et généraux ;
- les conventions liant l'Etat aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- les notes au Préfet de région ;
- les courriers adressés aux administrations centrales, cabinet du ministre ;

demeurent réservés au DIRECCTE.



**Article 9** : Les décisions relatives à la présente délégation ainsi que toutes les correspondances ou actes relatifs aux dossiers instruits devront être signés dans les conditions suivantes :

Dans le cas d'une signature exercée : POUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA DIRECCTE,  
ET PAR DELEGATION, LE ...

Le cas échéant : POUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA DIRECCTE,  
ET PAR DELEGATION, LE ...  
ET PAR EMPECHEMENT, LE ...

Dans le cas d'une signature subdéléguée : POUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA DIRECCTE,  
ET PAR SUBDELEGATION DU ... LE ...

**Article 10** :

Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 11** : L'arrêté N° 01/15-7 du 21 septembre 2015 est abrogé.

**Article 12** :

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté et les délégataires désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région, préfecture du Doubs, des préfectures du Jura, de Haute-Saône et du Territoire de Belfort.

Fait à Besançon, le 2 octobre 2015

Le Directeur Régional des Entreprises,  
de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi de Franche-Comté

Jean RIBEIL



## PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE

## ARRETE n° 02/15-7

portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) sur compétences du préfet de Région

- VU le décret 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2015-222-242 du 10 août 2015 portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- VU l'arrêté interministériel n° ETSF1502159A du 23 janvier 2015 chargeant Madame Sandrine PARAZ des fonctions de responsable de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE dans le département du Doubs ;
- VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2013 chargeant Monsieur Jean-Claude VERSTRAET des fonctions de responsable de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE dans le département du Jura ;
- VU l'arrêté interministériel du 2 avril 2012 chargeant Madame Elisabeth GIBERT des fonctions de responsable de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE dans le département de Haute-Saône ;
- VU l'arrêté interministériel du 25 mai 2012 chargeant Monsieur Alain VEDY des fonctions de responsable de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE dans le département du Territoire de Belfort ;
- VU le décret n° 2014-1408 du 25 novembre 2014 autorisant le ministre chargé du travail et de l'emploi à déléguer certains de ses pouvoirs pour le recrutement et la gestion d'agents placés sous son autorité ;
- VU l'arrêté du 25 novembre 2014 portant délégation de certains pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents relevant du ministre chargé du travail et de l'emploi ;

## ARRETE

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée dans leur champ géographique de compétence à :

- Sandrine PARAZ, Responsable de l'unité territoriale du Doubs, et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,
- Jean-Claude VERSTRAET, Responsable de l'unité territoriale du Jura, et par empêchement à Malika BENAIED et François PETITMAIRE,
- Elisabeth GIBERT, Responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône, et par empêchement à Laurent DUDNJK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Alain VEDY, Responsable de l'unité territoriale du Territoire de Belfort, et par empêchement à Nicolas LARDIER, Sylvie GIRARDOT et Martine ECKEL,

à l'effet de signer toutes décisions et tous documents relevant, des attributions du Préfet de Région déléguées au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi dans les domaines d'activité énumérés ci-dessous :

- procédure de validation des accords et plans d'action en faveur de l'emploi mise en œuvre (articles R 138-25 et suivants du code de la sécurité sociale)

**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée à Madame Agnès GONIN exerçant les fonctions de secrétaire général, et par empêchement à Monsieur Daniel GONY, à l'effet de signer toutes décisions et tous documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du pôle « Secrétariat Général ».

**Article 3** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Pascal FORNAGE exerçant les fonctions de responsable du pôle « entreprises, emploi, économie », et par empêchement à Monsieur Jacques MALIVERNEY, à l'effet de signer toutes décisions et tous documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du pôle « entreprises, emploi, économie ».

**Article 4** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Christian JEANTELET exerçant les fonctions de responsable du pôle « politique du travail », et par empêchement à Monsieur Emmanuel GIROD, à l'effet de signer toutes décisions et tous documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du pôle « politique du travail ».

**Article 5** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur René THIRION, exerçant les fonctions de responsable du pôle C « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie », et par empêchement à Madame Maryvonne REYNAUD, à l'effet de signer toutes décisions et tous documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie ».

**Article 6** : Sont exceptées des subdélégations ci dessus :

- les correspondances et décisions administratives adressées au Président de la République, au Premier Ministre et Ministres, aux parlementaires, aux conseillers régionaux et généraux ;
- les conventions liant l'Etat aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

**Article 7** : Les décisions relatives à la présente subdélégation devront être signées dans les conditions suivantes :

POUR LE PREFET DE REGION  
ET PAR SUBDELEGATION DU DIRECTEUR REGIONAL DE LA DIRECCTE  
LE ...

Le cas échéant :

POUR LE PREFET DE REGION  
ET PAR SUBDELEGATION DU DIRECTEUR REGIONAL DE LA DIRECCTE  
LE ...  
PAR EMPECHEMENT  
LE ...

Les décisions sont adressées sous le timbre suivant :

PREFECTURE DE LA REGION FRANCHE-COMTE  
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

**Article 8** : L'arrêté n° 02/15-6 du 21 septembre 2015 est abrogé.

**Article 9** : Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 10** : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Franche-Comté, de la préfecture du Doubs, des préfectures du Jura, de Haute-Saône et du Territoire de Belfort.

Fait à Besançon le 2 octobre 2015

Le Directeur Régional des Entreprises,  
de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi de Franche-Comté

Jean RIBEIL



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE

ARRETE n° 07/15-7

portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dans le cadre de ses attributions de responsable délégué de budgets opérationnels de programme et d'unité opérationnelle

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2009 portant règlement de comptabilité au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté n° 2015-222-243 du 10 août 2015 de Monsieur le Préfet de la région Franche-Comté, Préfet du Doubs, portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté ;

Vu l'arrêté n° 20150811-003 du 11 août 2015 de Monsieur le Préfet du Doubs, portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté ;

Vu l'arrêté n° 2013189-0036 du 8 juillet 2013 de Monsieur le Préfet du Jura, portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté ;

Vu l'arrêté n° 2015-672 du 27 juillet 2015 de Madame la Préfète de la Haute-Saône, portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté ;

Vu l'arrêté n° 2014097-0040 du 7 avril 2014 de Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort, portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté ;

**ARRETE**

**Article 1** : Subdélégation de signature est donnée, en tant que responsable de budget opérationnel de programme de la région Franche-Comté, à l'effet de :

1/ Recevoir les crédits des programmes suivants :

102 : accès et retour à l'emploi,

103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi,

111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail,

134 : développement des entreprises et de l'emploi,

155 : conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.

2/ Répartir les crédits par action et par titre suivant le schéma d'organisation financière ;

3/ Procéder à des réallocations en cours d'exercice budgétaire entre les services.

à

- Agnès GONIN, Secrétaire Général,
- Pascal FORNAGE, Responsable du Pôle « entreprises, emploi et économie »,
- Christian JEANTELET, Responsable du Pôle « politique du travail ».

**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée en tant que responsable d'unité opérationnelle régionale, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 des budgets opérationnels de programme de la région Franche-Comté

**Pour les programmes :**

- 102 : accès et retour à l'emploi
- 103 : accompagnement des mutations économiques, et développement de l'emploi
- 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- 134 : développement des entreprises et de l'emploi
- 155 : conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail - et dans les limites fixées par note de service

à

- Agnès GONIN, Secrétaire Général,
- Pascal FORNAGE, Responsable du Pôle « entreprises, emploi et économie »,
- Christian JEANTELET, Responsable du Pôle « politique du travail »,
- René THIRION, Responsable du Pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie ».

**Pour le programme 155** et dans les limites fixées par note de service à Daniel GONY, Adjoint au secrétaire général

**Pour les programmes suivants** et chacun dans le ressort territorial de sa compétence :

- 155 - titres 3 et 5 et dans les limites fixées par note de service
- 111 - action 2 « qualité et effectivité du droit du travail » - « conseiller du salarié »

à

- Sandrine PARAZ, Responsable de l'unité territoriale du Doubs, et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,
- Jean-Claude VERSTRAET, Responsable de l'unité territoriale du Jura, et par empêchement à Malika BENAIED, Brigitte CONTE et François PETITMAIRE,
- Elisabeth GIBERT, Responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône et par empêchement à Laurent DUDNIK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Alain VEDY, Responsable de l'unité territoriale du Territoire de Belfort et par empêchement à Nicolas LARDIER, Sylvie GIRARDOT et Martine ECKEL,

**Article 3** : Subdélégation de signature est donnée en tant que responsable d'unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 des budgets opérationnels de programme nationaux

**Pour les programmes suivants :**

- 102 : accès et retour à l'emploi
- 103 : accompagnement des mutations économiques, et développement de l'emploi,

134 : développement des entreprises et de l'emploi

155 : conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

788 : contractualisation pour le développement et la modernisation de l'apprentissage

à

- Agnès GONIN, Secrétaire Général,
- Pascal FORNAGE, Responsable du Pôle « entreprises, emploi et économie »,
- Christian JEANTELET, Responsable du Pôle « politique du travail »,
- René THIRION, Responsable du Pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie ».

**Pour les programmes suivants :**

102 : accès et retour à l'emploi, à l'exception, pour le département de la Haute-Saône, des crédits portant sur l'insertion économique (entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion, associations intermédiaires, chantiers d'insertion, fonds départemental pour l'insertion)

103 : accompagnement des mutations économiques, et développement de l'emploi

à

- Sandrine PARAZ, Responsable de l'unité territoriale du Doubs, et par empêchement à Alain RATTE, Nicolas CHAPUIS, Béatrice GRANDCLEMENT-LEBRUN et Amandine ABDOU,
- Jean-Claude VERSTRAET, Responsable de l'unité territoriale du Jura, et par empêchement à Malika BENAIED, Brigitte CONTE et François PETITMAIRE,
- Elisabeth GIBERT, Responsable de l'unité territoriale de Haute-Saône et par empêchement à Laurent DUDNIK, Damien KAUFFMANN et Vasilisa KALENTSEVA,
- Alain VEDY, Responsable de l'unité territoriale du Territoire de Belfort et par empêchement à Nicolas LARDIER, Sylvie GIRARDOT et Martine ECKEL.

**Article 4** : Subdélégation de signature est donnée en tant que responsable des programmes techniques FSE, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses effectuées à partir du compte de tiers 464.1 de l'Etat dédié aux fonds structurels européens hors budget de l'Etat

à

- Agnès GONIN Secrétaire Général,
- Pascal FORNAGE, Responsable du Pôle « entreprises, emploi et économie ».

**Article 5** : Subdélégation de signature est donnée en tant que responsable de service programmeur, centre de coûts, en vue de signer les expressions de besoins sur l'action 2 du BOP 333 (dépenses immobilières de l'Etat occupant) et sur le BOP 309 (entretien des bâtiments de l'Etat), à hauteur des crédits alloués sur son centre de coûts, et d'assurer les traitements des engagements juridiques et demandes de paiement et leur validation par le centre de service partagé Chorus habilité

à

- Agnès GONIN, Secrétaire Général,
- Daniel GONY, Secrétaire Général Adjoint,
- Pascal FORNAGE, Responsable du Pôle « entreprises, emploi et économie »,
- Christian JEANTELET, Responsable du Pôle « politique du travail »,
- René THIRION, Responsable du Pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie ».

**Article 6** : Pour la mise en oeuvre des subdélégations prévues aux articles ci-dessus sont exclues :

- la signature des ordres de réquisition du comptable public assignataire prévus à l'article 66, alinéa 2 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- la signature des décisions de passer outre aux refus de visa du contrôleur budgétaire régional et de la saisine préalable du ministre en vue de cette procédure ;
- la signature des conventions avec les collectivités locales et territoriales ou avec l'un de leurs établissements publics.

**Article 7** : L'arrêté n° 07/15-6 du 21 septembre 2015 est abrogé.

**Article 8** : Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 9** : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région, préfecture du Doubs, des préfectures du Jura, de Haute-Saône et du Territoire de Belfort.

Fait à Besançon, le 2 octobre 2015

Le Directeur Régional des Entreprises,  
de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi de Franche-Comté

Jean RIBEIL





MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

N° 2015. 275. 385

DIRECCTE de Franche-Comté

---

**Décision n° 2015-1 portant création d'un réseau compétent  
en matière de prévention des risques particuliers liés à l'amiante**

---

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi de la Région Franche-Comté,

Vu le code du travail, notamment ses articles R 8122-1, R 8122-2, R.8122-3, R.8122-4, R.8122-5, R.8122-8,  
R.8122-6, R.8122-9 ;

Vu la loi d'orientation n° 90-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales  
des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 mars 2012 portant nomination du directeur régional des entreprises, de la  
concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du  
travail ;

Vu l'arrêté régional d'organisation du système d'inspection du travail du 28 août 2014 portant localisation et  
délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la Région Franche-Comté ;

Vu les décisions du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de  
l'emploi de Franche-Comté en date du 4 septembre 2015, portant affectation de Mme Brigitte CRETIN et M.  
Christian MARTINEZ ;

DECIDE

**Article 1 :**

En application de l'article R.8122-9 1<sup>er</sup> du code du travail, il est créé pour la Région Franche-Comté un réseau  
compétent en matière de prévention des risques particuliers liés à l'amiante.  
Les missions de ce réseau sont l'appui aux agents des unités territoriales et le contrôle dans le périmètre  
régional et dans le cadre d'actions programmées, sans préjudice des attributions des agents de contrôle  
affectés en section d'inspection.

Le réseau est piloté par l'adjoint responsable du Service d'Appui Régional - Ressources Méthode interne au système d'inspection sous l'autorité du chef du Pôle Travail.

**Article 2 :**

Ce réseau est composé comme suit :

**Agents de contrôle :**

- Madame Brigitte CRETIN
- Monsieur Christian MARTINEZ

**Ingénieurs de prévention :**

- Monsieur Didier PICARD
- Monsieur Reda HMIDI

**Techniciens régionaux de Prévention :**

- Madame Emeline GIROD

**Article 3 :**

La présente décision prend effet le 30 septembre 2015.

**Article 4 :**

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Région Franche-Comté est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région, préfecture du Doubs, des préfectures du Jura, de Haute-Saône et du Territoire de Belfort.

Fait à Besançon le 2 octobre 2015

Le Directeur Régional des Entreprises,  
de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi de Franche-Comté

Jean RIBEIL

DRAC



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 226. 380

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 12 août 2015  
portant renouvellement de licences temporaires  
d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 15/06/2015 ;  
VU la réception, en date du 05/08/2015, du document demandé par l'administration,  
Considérant que la candidate remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : Les licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants valables pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté sont renouvelées à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Liliane Bailly-Maitre	Association Jeunesses Musicales de France en Franche-Comté 15, rue de l'industrie 25000 Besançon	Producteur de spectacles	2-1023746
		Diffuseur de spectacles	3-1023747

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 12 août 2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles  
et par délégation,  
La Directrice régionale adjointe

Signé : Claire CHATON-AUBEY



N° 2015.258.363

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant attribution de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro	Lieu
Madame Claire ALVAREZ	EURL Al' Aire Spectacle 17, rue de Saint-Albin  70360 SCEY SUR SAONE	Exploitant de lieu	1-1086483	Chapiteau 17, rue de Saint-Albin 70360 SCEY SUR SAONE
		Producteur de spectacles	2-1086474	
		Diffuseur de spectacles	3-1086475	

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 258. 364

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Nicole Jeunet	Association Les rois vagabonds 7, rue de la Langouette 39150 Chaux-des-Crotenay	Producteur de spectacles	2-1030268



**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2015-258-365

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15 septembre 2015  
portant renouvellement de licence temporaire  
d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que la candidate remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants, valable pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté, est renouvelée à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Nicole Marchand	Association Atelier Lyrique de Franche-Comté 4, chemin de la Ficiale 70190 VORAY SUR L OGNON	Producteur de spectacles	2-1023748

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15 septembre 2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



N° 2015. 258. 367

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Paul LASSERRE	Office du tourisme du val de Pesmes 6, place des promenades  70140 PESMES	Diffuseur de spectacles	3-1004126

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2015-258-368

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant attribution de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de **trois ans** à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro	Lieu
Monsieur Philippe Coquand	Association Coeur de boeuf 139, Place du Maréchal Juin 39000 Lons-le-Saunier	Licence 1	1-1086482	Salle du club du Boeuf sur le toit 135, place du Maréchal Juin 39000 Lons-le-Saunier

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 258. 369

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant attribution de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Thomas MARCOS	Association L'InStand'Art 80, rue Saint-Antoine 39210 PLAINOISEAU	Producteur de spectacles	2-1086479
		Diffuseur de spectacles	3-1086480



**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



N° 2015.258.370

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15 septembre 2015  
portant renouvellement de licence temporaire  
d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 15/09/2015 ;
- Considérant que la candidate remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La licence temporaire d'entrepreneur de spectacles vivants, valable pour une durée de **trois ans** à compter de la date du présent arrêté, est renouvelée à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Francine NICOLAS	SARL LORELEI Production 9-11, rue de la forêt  39700 PLUMONT	Producteur de spectacles Entrepreneur de tournées employeur du plateau artistique	2-145555

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15 septembre 2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERIEY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;
- Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Catherine Grosjean	Association Les clowns de la chiffogne 1, avenue de la principauté de Montbéliard	Producteur de spectacles	2-1086598
	25200 MONTBELIARD	Diffuseur de spectacles	3-1086599

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 258. 372

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant attribution de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;
- Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Jérémie Catteau	Association Pocket théâtre 53, rue de Nevy	Producteur de spectacles	2-1086477
	39210 VOITEUR	Diffuseur de spectacles	3-1086478

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2015. 258. 373

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;  
Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de **trois ans** à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

REPRESENTANT	ORGANISME	CATEGORIE	LICENCE
Madame Sorya KHALDOUN	Association Koala Production 5, rue des diligences 25410 SAINT-VIT	Catégorie 2 Producteur de spectacles	2-1024539



**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015-258-374

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Yves COURTY	Association Théâtre des Valises 3, rue du Corneux  39110 SALINS-les-BAINS	Producteur de spectacles	2-1015750

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 258. 375

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef de pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro	Lieu
Madame Anne TANGUY	EPCC Les deux scènes Scène nationale de Besançon CS 22033  25050 BESANCON CEDEX	Exploitant de lieu	1-1061735	Théâtre de l'Espace 3, place de l'Europe 25000 BESANCON

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro	Lieu
Madame Anne TANGUY	EPCC Les deux scènes Scène nationale de Besançon CS 22033  25050 BESANCON CEDEX	Exploitant de lieu	1-1061736	Théâtre Ledoux 49, rue Mégevand 25000 BESANCON
		Producteur de spectacles	2-1061737	
		Diffuseur de spectacles	3-1061738	

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 258. 376

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant renouvellement de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;  
Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Christine Weber	Association Théâtre de la Petite Montagne Bio-Lopin  39570 SAINT-MAUR	Producteur de spectacles	2-1026231

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

N° 2015. 258. 377

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant attribution de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef de pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Elise AUBRY	L.U.D.I.-F.C. - Ligue Universitaire d'Improvisation de Franche-Comté 36A, avenue de l'Observatoire 25000 BESANCON	Producteur de spectacles	2-1086481



**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015.258.379

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant attribution de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;
- Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de **trois ans** à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Loïc Jeanguyot	Association Compagnie Super Super Les bains douches 1, rue de l'école  25000 BESANCON	Producteur de spectacles	2-1086484

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

N° 2015.258.383

**ARRÊTÉ du 15 septembre 2015  
portant renouvellement de licences temporaires  
d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 15/06/2015 ;  
VU la réception, en date du 15/09/2015, du document demandé par l'administration,  
Considérant que la candidate remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : Les licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants valables pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté sont renouvelées à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Madame Dominique ROGNON	Association Ensemble vocal Arcanes 3, faubourg de Montbéliard	Producteur de spectacles	2-1045587
	90000 BELFORT	Diffuseur de spectacles	3-1045588

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15 septembre 2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles  
et par délégation,  
La Directrice régionale adjointe

Signé : Claire CHATON-AUBEY



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

N° 2015. 258. 384

**ARRÊTÉ du 15/09/2015**  
**portant retrait de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU la transmission du récépissé préfectoral de déclaration de dissolution de l'association Embarquez en date du 7 avril 2015 ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;  
Considérant la dissolution de l'association Embarquez ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La licence de 2<sup>ème</sup> catégorie (producteur de spectacles) portant le n° 2-1032787, attribuée par arrêté du 16/04/2013 à Madame Sabine Theresse pour l'association Embarquez – les bains-douches – 1, rue de l'école – 25000 BESANCON, est retirée à compter de la date du présent arrêté au motif suivant : dissolution de l'association en date du 07/04/2015.



**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 15/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 259. 378

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 16/09/2015**  
**portant renouvellement de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) renouvelée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Marc Toupence	Association Théâtre du Pilier 6, rue Metz-Juteau	Producteur de spectacles	2-1028084
	90003 BELFORT CEDEX	Diffuseur de spectacles	3-1028086



**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 16/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2015-261-366

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 18/09/2015**  
**portant renouvellement de licences temporaires**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 14/09/2015 ;  
VU la réception en date du 18/09/2015 du document demandé par l'administration ;

Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro	Lieu
Monsieur Philippe Paris	SARL Au Mastroquet 1, avenue Carnot  70100 GRAY	Exploitant de lieu	1-1058763	Le Mastroquet 1, avenue Carnot 70100 GRAY
		Producteur de spectacles	2-1059807	
		Diffuseur de spectacles	3-1058764	

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif compétent.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 18/09/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



N° 2015-264-382

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 21 septembre 2015  
portant renouvellement de licences temporaires  
d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNERREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 17/03/2015 ;  
VU la réception, en date du 18/09/2015, des documents demandés par l'administration,  
Considérant que la candidate remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Les licences temporaires d'entrepreneur de spectacles vivants valables pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté sont renouvelées à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro	Lieu
Madame Danièle TETU	A.B.A.P.E. Association de la brasserie alternative de Planoise et de l'Espace 1, place de l'Europe 25000 BESANCON	Exploitant de lieu	1-1058880	Brasserie de l'Espace 1, place de l'Europe 25000 BESANCON
		Diffuseur de spectacles	3-1058753	

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 21 septembre 2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

N° 2015. 274-381

Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Franche-Comté

**ARRÊTÉ du 01/10/2015**  
**portant attribution de licence temporaire**  
**d'entrepreneur de spectacles vivants**

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée ;  
VU le code du travail, et notamment ses articles L7122-1 et suivants, D7122-1, R7122-2 et suivants ;  
VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L242-1, L415-3 et L514-1 ;  
VU le code du commerce, notamment son article L110-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de la région Franche-Comté ;  
VU le décret n° 2014-926 du 18 août 2014 relatif à la composition des commissions consultatives régionales des licences d'entrepreneur de spectacles (articles R.7122-18 et suivants du code du travail) ;  
VU le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 renouvelant les commissions consultatives régionales des licences, pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2015 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 fixant la composition de la commission régionale des licences d'entrepreneur de spectacles de Franche-Comté, modifié par arrêtés des 24 avril 2012 et 18 août 2014 ;  
VU l'arrêté de la Ministre de la culture et de la communication du 21 mars 2014, nommant M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard FALGA, Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté ;  
VU l'arrêté du 11 août 2015 portant subdélégation de signature à Mme Claire CHATON-AUBEY, directrice régionale adjointe, à Mme Laurence JACQUEMART, secrétaire générale et à M. Pascal MIGNEREY, chef du pôle patrimoines, architecture et cadre de vie, conservateur régional des monuments historiques ;  
VU l'avis émis par la commission consultative régionale des licences d'entrepreneur de spectacles dans sa séance du 17/03/2015 ;  
VU la transmission du document demandé par l'administration ;  
Considérant que le (la) candidat(e) remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRÊTE**

**Article 1** : La (les) licence(s) temporaire(s) d'entrepreneur de spectacles vivants valable(s) pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté est (sont) attribuée(s) à :

Détenteur de la licence	Organisme bénéficiaire	Catégorie	Numéro
Monsieur Jean-Claude SCHMIDT	Association Gent Va Léger 6, rue Louis Duplain 25000 BESANCON	Producteur de spectacles	2-1087244

**Article 2** : Le destinataire de cet arrêté dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours gracieux ou hiérarchique. Le cas échéant, il devra saisir le tribunal administratif de Besançon.

**Article 3** : La ou les licence(s) peu(ven)t être retirée(s), ainsi qu'en dispose l'article L 7122-12 du code du travail, en cas de méconnaissance des dispositions légales relatives aux obligations de l'employeur prévues par ce code, par l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, par le régime de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique.

**Article 4** : Le Préfet de la région Franche-Comté et le Directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 01/10/2015

Pour le Préfet de région et par délégation,  
Le Directeur régional des affaires culturelles

Signé : Bernard FALGA

DREAL





N° 2015-275-359

PREFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté

Service transports, mobilité, infrastructures

**ARRÊTÉ DREAL-STMI-GTR-20151002-001**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFET DU DOUBS**

**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003, relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs modifiant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ainsi que la directive 91/439/CEE du Conseil et abrogeant la directive 76/914/CEE du Conseil ;

VU le Code des transports, et notamment ses articles L3314-1, L3314-2 et L3314-3 ;

VU l'ordonnance n° 58-1310 du 13 décembre 1958 modifiée concernant les conditions de travail dans les transports routiers publics et privés en vue d'assurer la sécurité de la circulation routière ;

VU le décret n° 2007-1340 du 11 septembre 2007 modifié, relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs ;

VU l'arrêté du 3 janvier 2008 modifié, relatif à l'agrément des centres de formation professionnelle habilités à dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs de transport routier de marchandises et de voyageurs ;

VU l'arrêté du 3 janvier 2008 modifié, relatif au programme et aux modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs de transport routier de marchandises et de voyageurs ;

VU l'arrêté du 26 février 2008 modifié, fixant la liste des titres et diplômes de niveau V admis en équivalence au titre de la qualification initiale des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2010 fixant les conditions de délivrance de la carte de qualification de conducteur et modifiant l'arrêté du 4 juillet 2008 définissant le modèle des attestations relatives à la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-282-0001 du 9 octobre 2013 portant renouvellement de l'agrément accordé à AFTRAL pour dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-260-0002 du 17 septembre 2014 portant renouvellement de l'agrément accordé à AFTRAL pour dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises ;

VU la demande de modification d'agrément présentée le 29 septembre 2015, par AFTRAL, sise 7, rue des grandes pièces, ZAC Eurespace, 25770 SERRE-LES-SAPINS, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 305 405 045 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-222-244 du 10 août 2015 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marie CARTEIRAC, Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté ;

VU l'arrêté n° DREAL-DIR-JMC-201508-286 du 10 août 2015 portant subdélégation de signature à Monsieur Franck ESMIEU, chef du département Contrôle et Homologation, Service Transports, Mobilité et Infrastructures ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

Les agréments pour dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs (Formation Initiale Minimale Obligatoire, Formation Continue Obligatoire, Formation Complémentaire dite « Passerelle »), dans les conditions des textes visés ci-dessus et notamment du décret 2007-1340 du 11 septembre 2007 modifié, accordé à AFTRAL, sise 7, rue des grandes pièces, ZAC Eurespace, 25770 SERRE-LES-SAPINS, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 305 405 045, est modifié comme suit :

Le centre secondaire situé rue Edouard BELIN, 70000 VESOUL est remplacé par le site : 148, avenue Pasteur, 70000 ECHENOZ LA MELINE.

### Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié par le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de son exécution, au bénéficiaire du présent arrêté. Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs de la région Franche-Comté.

Conformément aux dispositions de la loi 2000-321 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Besançon, le 02 OCT. 2015

Pour le Préfet, par délégation  
Pour le Directeur, par subdélégation  
Le chef du département Contrôles et Homologation

  
Franck ESMIEU



PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Service Logement Bâtiment Énergie

N° 2015. 278- 387

ARRÊTÉ N° DREAL - LBE - Satat - 20151005 - 001  
PORTANT AGRÉMENT DE LA COMMUNE DE DOLE AU BÉNÉFICE DU DISPOSITIF PRÉVU  
AL'ARTICLE 199 *NOVOVICIES* DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

❖ ❖ ❖  
Le Préfet de la région Franche-Comté  
Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des impôts, notamment son article 199 *novovicies* ;

Vu le décret 2013-517 du 19 juin 2013 relatif à la réduction des plafonds de loyer et à l'agrément prévus respectivement au second alinéa du III et au deuxième alinéa du IV de l'article 199 *novovicies* du code général des impôts ;

Vu le classement en B2 de la commune de Dole par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article R 304-1 du Code de la construction et de l'habilitation et relatif au classement des communes par zones ;

Vu la délibération du conseil municipal de Dole portant demande de dérogation pour la commune de Dole en date du 9 mars 2015 ;

Vu l'avis du bureau du comité régional de l'habitat et de l'hébergement de la région Franche-Comté en date du 27 mai 2015 ;

## ARRÊTE

### Article 1

L'agrément prévu au IV de l'article 199 *novovicies* du code général des impôts est octroyé à la commune de Dole.

### Article 2

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Besançon, le 05-OCT. 2015



Raphaël BARTOLT,

SGAR



## PRÉFECTURE DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHÉSION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION  
DES POPULATIONS  
DU TERRITOIRE DE BELFORT

PÔLE COHÉSION SOCIALE  
Service des établissements  
et des activités réglementées

### A R R Ê T E PRÉFECTORAL n° 2015-279-358

portant révision de la dotation globale de financement 2015 en faveur  
du Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) du Territoire de Belfort  
géré par ADOMA

LE PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFET DU DOUBS  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L314-1, L345-1 à L345-4 et R345-1 à R345-7,

**VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

**VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

**VU** le Budget Opérationnel de Programme 303 « immigration et asile » action 2, du budget du ministère de l'intérieur pour l'année 2015,

**VU** l'article L744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (article 23 de la loi n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile),

**VU** l'arrêté n° 2015205-180 du 24 juillet 2015 portant fixation de la dotation globale de financement 2015 du centre d'accueil des demandeurs d'asile du Territoire de Belfort,

**SUR proposition** de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Territoire de Belfort sous couvert de Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort,

### A R R Ê T E

#### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2015, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'accueil pour demandeurs d'asile du Territoire de Belfort géré par ADOMA sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 400 €	1 308 699,20 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	497 669,24 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	722 629,97 €	
<b>Recettes</b>	Groupe I Produits de la tarification	1 306 699,20 €	1 308 699,20 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 000,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables (reprise sur report à nouveau)	0,00 €	

## **ARTICLE 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2015, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour demandeurs d'asile du Territoire de Belfort géré par Adoma est ramenée à **1 306 699,20 €** (un million trois cent six mille six cent quatre vingt dix neuf euros et vingt centimes). La diminution portera sur les mois de novembre et décembre 2015 comme précisé dans l'échéancier figurant à l'article 3.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est ramenée à **108 891,60 €** (cent huit mille huit cent quatre vingt onze euros et soixante centimes).

Elle est versée sur le compte du CADA dont les références sont les suivantes :

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30004	00274	00021301025	58	BNP Paribas Montparnasse ENT (00274)

## **ARTICLE 3 :**

Compte tenu des versements déjà effectués, le nouvel échéancier des paiements s'établit comme suit :

Mois	Fraction forfaitaire mensuelle à payer
Janvier	87 871,08
Février	87 871,08
Mars	87 871,08
Avril	87 871,08
Mai	87 871,08
Juin	87 871,08
Juillet	110 724,93 + 137 123,10 = 247 848,03
Août	110 724,93
Septembre	110 724,93
Octobre	110 724,93
Novembre	108 891,60 – 18 333,30 = 90 558,30
Décembre	108 891,60
<b>TOTAL</b>	<b>1 306 699,20 €</b>

**ARTICLE 4 :**

Le montant de la dotation globale annuelle ainsi fixé est définitif, sous réserve d'erreurs matérielles constatées en cours d'année ou de financement complémentaire lié à une décision ministérielle.

**ARTICLE 5 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy sis – 4 rue Bénit – CS 10011 – 54035 – Nancy Cédex – dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 6 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

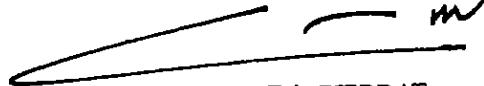
**ARTICLE 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Franche-Comté et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Fait à Besançon, le **06 OCT. 2015**

**Le Préfet,**

Pour le Préfet de Région,  
Le Secrétaire Général  
pour les Affaires Régionales



**Eric PIERRAT**